

Pouvoir d'emprunt

Les députés de ce côté-ci de la Chambre n'ont nulle intention de se laisser asservir par le gouvernement, comme l'ont fait les députés d'en face, qui s'alignent instantanément, absolument et sans faire de manières sur les priorités politiques du cabinet. Il est passé de mode de respecter nos traditions en matière d'autorisation d'emprunt, comme il est passé de mode pour les ministres et anciens ministres de respecter dans leur conduite les lignes directrices fixées par le premier ministre lui-même. Ces lignes directrices ont été carrément violées par des ministres et par un ancien ministre dans l'affaire du «coal-gate». A en croire le vice-premier ministre (M. MacEachen), chacun doit s'en remettre à sa conscience dans l'application de ces lignes directrices. L'Écriture nous dit qu'à l'époque où il n'y avait pas de roi en Israël, chacun faisait ce qu'il croyait juste, et ce ne fut pas une période heureuse dans l'histoire d'Israël.

Mme Jennifer Cossitt (Leeds-Grenville): Monsieur le Président, c'est toujours avec plaisir que j'écoute le député d'Okanagan-Similkameen (M. King) et j'ai beaucoup apprécié son intervention d'aujourd'hui.

Je suis heureuse d'avoir l'occasion de participer aujourd'hui au débat du projet de loi C-143, car je m'inquiète vivement de l'incidence qu'il aura à long terme sur bon nombre de Canadiens. A première vue, ce projet de loi demande l'autorisation d'emprunter la somme exorbitante de 19 milliards de dollars. Le gouvernement veut emprunter 5 milliards supplémentaires pour faire face à ses dépenses jusqu'à la fin de l'exercice en cours, plus 14 milliards de dollars pour commencer la prochaine année financière. Demander l'autorisation d'emprunter une somme aussi énorme avant la fin de l'année n'est vraiment pas une façon de commencer l'année suivante, compte tenu surtout de l'année catastrophique qui va se terminer bientôt.

Il est temps, monsieur le Président, que le gouvernement fasse savoir quand il va enfin cesser d'emprunter à ce rythme. Jusqu'ici, il a demandé et obtenu l'autorisation d'emprunter 21.1 milliards de dollars pour cette année seulement, et avec les 5 milliards supplémentaires demandés cela représentera presque 27 milliards de dollars. En aura-t-il assez? Si l'on jette un coup d'œil sur le bilan passé du gouvernement, on sait que non, car il n'en a jamais assez. Le gouvernement est comme une machine à sous, il avale l'argent, en recrache un petit peu et en demande encore. Mais vient un moment où nous devons lui demander d'arrêter. Nous devons exiger qu'il rende des comptes. Nous devons l'obliger à réévaluer sa politique financière et à s'efforcer objectivement d'équilibrer son budget au lieu d'accroître sans cesse son déficit. C'est la désinvolture dont il fait preuve à l'égard des emprunts qui pousse notre pays dans le trou et à la faillite. Les dépenses de fonds publics doivent être justifiées devant le Parlement.

Il y a trois ans, monsieur le Président, l'intérêt sur la dette nationale était la moitié de ce qu'il est aujourd'hui soit près de 16.7 milliards de dollars. Pour l'homme de la rue, cela signifie qu'un dollar sur trois que le gouvernement prélève sous forme d'impôt sert à rembourser l'intérêt sur une dette supérieure à 134 milliards de dollars. Il est temps que le gouvernement voie les choses en face et trouve un autre moyen de payer ses dettes. Il est temps qu'il comprenne que le Canada ne peut pas continuer à tout jamais à fonctionner avec un déficit, si nous ne voulons pas prendre un peu plus de retard chaque année où le gouvernement essaie tant bien que mal de se tirer d'affaires, d'un budget à l'autre et d'un bill d'emprunt à l'autre.

Monsieur le Président, nous en sommes au point où le ministre des Finances (M. Lalonde) ne veut même pas fournir les renseignements et les projections financières qui nous sont nécessaires pour nous rendre compte si ces dépenses accrues sont vraiment utiles. Dans l'état actuel des choses, le gouvernement demande au Parlement des sommes toujours plus fortes, tout en espérant que les députés ne lui demanderont pas d'explications sur ses projets de dépenses. Or monsieur le Président, il n'y a pas une seule banque dans ce pays, qui consentirait à prêter à un particulier sans que celui-ci ne lui justifie sa demande. Est-ce ainsi qu'on administre un pays? Nous devons savoir pourquoi le gouvernement doit emprunter 14 milliards de dollars pour l'année prochaine pour pouvoir l'autoriser à emprunter pareille somme d'argent. En fait, l'opposition a beaucoup de mal à accepter le fait que le gouvernement n'ait pas encore appris sa leçon, c'est-à-dire qu'on ne saurait éternellement financer le déficit. Il est impossible que le gouvernement ne sache pas mieux se débrouiller pour équilibrer son budget.

Le coût de l'emprunt de fonds pour financer des projets que le gouvernement aurait pu financer par d'autres moyens, s'il avait mieux géré ses finances, est beaucoup trop élevé pour les Canadiens. Le gouvernement fonctionne avec un budget annuel qui est de l'ordre de milliards de dollars, provenant d'une source vitarissable et pourtant il diffère de mes électeurs—en fait de tous les Canadiens—en ce sens que ceux-ci ne sont pas constamment à emprunter l'argent dont ils ont besoin pour payer leurs notes. Ils ont recours à d'autres moyens; ils adaptent leurs besoins à des revenus qui baissent et à des prix qui grimpent. C'est depuis longue date déjà que le gouvernement aurait dû essayer de s'en tenir à ses projections et éviter de s'adresser constamment au Parlement pour demander toujours plus d'argent.

Le gouvernement est en fait tellement criblé de dettes qu'il a perdu toute marge de manœuvre. Il y a quelques années à peine, si le gouvernement ne se tirait pas d'affaire aussi bien qu'il l'aurait souhaité, il lui était encore possible d'injecter des fonds dans des programmes destinés à remettre le pays sur la bonne voie. Après toutes ces années de gabegie, le gouvernement est aux prises avec un déficit si énorme qu'il n'a plus les moyens d'adopter les mesures fiscales qui pourraient stimuler l'économie, remettre les Canadiens au travail et relancer les affaires.

● (1620)

Aux prises avec cet énorme déficit, le gouvernement n'a pas les moyens d'offrir aux contribuables les stimulants voulus pour les convaincre de dépenser au lieu d'économiser.

Le gouvernement, nous le constatons, est pris dans un cercle vicieux, infernal. Plus il emprunte, et plus sa marge de manœuvre diminue, et plus sa marge de manœuvre diminue, plus il doit emprunter.

Le gouvernement libéral est le plus gros emprunteur au Canada. Il emprunte à tout propos. Le gouvernement a-t-il besoin d'une commission royale pour étudier la situation économique? Il emprunte. A-t-il besoin d'argent pour régler les honoraires exorbitants de ses petits copains? Il emprunte. Il a besoin d'argent pour régler la note de déplacement de ses ministres qui voyagent en Jetstar. Il emprunte encore.